

Article original

L'économie sociale et solidaire versus la pauvreté et l'exclusion : le cas du Tchad

Vincent de Paul ALLAMBADEMEL

Enseignant-Chercheur, Département de sociologie, Université de N'Djaména.

Auteur correspondant : alavin2paul@yahoo.fr

Article soumis le 20/08/2018 et accepté le 23/11/2018

Résumé : L'apparition de L'économie sociale et solidaire (ESS) au XIX^e siècle, a comme objectif de protéger les travailleurs soumis à des conditions de vie difficiles dans les entreprises industrielles. Elle a émergé rapidement grâce aux nouvelles exigences de solidarité. Mais au Tchad, cette économie n'est pas encore entrée dans les textes juridiques. Pourtant, elle s'harmonise bien avec les habitudes et les traditions locales. Ses activités (création des écoles communautaire, associations de solidarité,) profitent à l'ensemble de la société. À travers les recherches documentaires, nous n'avons mis en évidence qu'avec l'exploitation du pétrole, et du ciment, l'accroissement des inégalités est partout perceptible. Face à cette situation, l'ESS se révèle non seulement comme l'un des outils de réduction de la pauvreté et de l'exclusion sociale mais unit les ethnies, les religions et les régions.

Mots clés : Commerce équitable, Économie sociale, Inégalité, Précarité. Solidarité

Abstract : The emergence of the Social and Solidarity Economy (SSE) in the nineteenth century aimed to protect workers subjected to difficult living conditions in industrial enterprises. It emerged quickly thanks to the new demands of solidarity. However, in Chad, this type of economy has not yet been legally adopted. Yet it aligns well with local habits and traditions. Its activities (creation of community schools, associations of solidarity,) benefit the whole society. Through documentary research, we have only showcased that with the exploitation of oil and cement, the increase in inequality is perceptible everywhere. Considering this situation, SSE seems not only to be one of the tools for reducing poverty and social exclusion but also to uniting ethnic groups, religions and regions (*in Chad*).

Keywords: Fair trade, social economy, inequality, precariousness, solidarity.

Introduction

Les projets de développement socio-économique qui réunissent les citoyens au sein d'un groupe (tontines, associations, projets de développement) s'inscrivent dans le domaine de l'économie sociale et solidaire (ESS). L'ESS, dès son apparition au XIX^e siècle, a comme objectif de protéger les travailleurs soumis à des conditions de vie difficiles dans le contexte de l'industrialisation et du capitalisme libéral. Traditionnellement, l'économie africaine est marquée par l'exploitation et l'exportation. Quelle est la place de l'ESS dans les conditions de la population dans l'Afrique actuelle ? Il est difficile de répondre à cette interrogation avec précision. Les écarts entre les riches et les pauvres ne faisaient que creuser.

Dans cette contribution il s'agit d'appréhender les initiatives de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale dans la société tchadienne. Dans des situations de crise, comme celle que traverse le Tchad depuis octobre 2014, aggravée par les conflits sociaux, les initiatives pour soulager la population ne cessent de mobiliser les ressources de l'ESS. Les Tchadiens, à l'image de leurs pairs de l'Afrique centrale, initient des projets de développement afin de réduire ces phénomènes. Les milieux universitaires en ont fait de même. Les enseignants-chercheurs, pour pallier leurs difficultés, s'organisent économiquement (tontine, vente des produits maisons et consultations). Ces initiatives permettent-elles à résorber les difficultés auxquelles font faces le milieu enseignant ?

Dans cette contribution, nous tenterons de dégager les facteurs qui interviennent dans la nécessité de l'ESS. Les facteurs qui font que les initiatives citoyennes mettent en œuvre une dynamique de reconversion des groupements qui se traduisent par une vitalité sociale et économique.

L'objectif de cette contribution est de montrer le rôle de l'ESS dans la cohésion sociale et la lutte contre la pauvreté. De manière spécifique, nous cherchons à mettre en évidence :

- L'origine de l'ESS ;
- Sa pratique au Tchad ;
- Son impact sur la société.

L'ESS est un outil de lutte contre la pauvreté et de cohésion sociale. Elle a évolué. Au Tchad, elle est récente et répond à la situation de crise actuelle. Elle permet à la population de résoudre beaucoup de difficultés.

Méthodologie

Les informations contenues dans cette contribution relèvent d'une recherche documentaire. Cette posture nous a permis, non seulement de cadrer le travail par rapport aux études antérieures mais aussi de l'orienter vers une nouvelle piste. En outre, elle est complétée par l'observation participante (groupe de tontine des enseignants-chercheurs) sur le terrain et les enquêtes. Autrement dit, nous nous sommes frotté aux différents groupes de tontines des deux Facultés (Faculté des Langues, Lettres, Arts et Communication ; Faculté des Sciences humaines et sociales) sur le Campus de Toukra afin de nous rendre compte de l'importance de ces pratiques. Cette étude s'inscrit dans une optique descriptive. Pour ce faire, deux temps forts ont marqué le moment de recueil des données : la phase exploratoire caractérisée par la pré-enquête auprès des personnes ressources et l'observation participante (intégration dans deux groupe de tontine desdites Facultés)

1. Emergence et rôle de l'ESS

L'ESS est une économie qui vise à intégrer l'Homme dans un monde où les intérêts des uns entrent en conflits avec les intérêts des autres. Elle est l'ensemble des nouveaux mouvements (coopératives, mutuelles, associations et fondations) dont les activités de production de biens et de services ne visent pas l'enrichissement individuel mais le partage et la solidarité au bénéfice de tous. Le continent africain, à l'ère de l'émergence de l'industrialisation, revient sur ses anciennes pratiques en fustigeant le capitalisme

aveugle. Le Tchad, qui adopte différentes stratégies de lutte contre la pauvreté, valorise ainsi cette nouvelle approche pour son développement inclusif. D'ailleurs, des acteurs comme Claude Henri de Saint-Simon, Charles Fourier ou encore Charles Gide, ont cherché une voie nouvelle entre le capitalisme libéral et la propriété collective des moyens de production. Comme l'a souligné Noël Flageul, l'ESS s'est constituée progressivement avec l'apparition des premières coopératives comme la *Société des équitables pionniers de Rochdale*, créée en 1844 en Angleterre (Flageul, 2010). Il est vrai que ce système ne cesse de rappeler le devoir de chaque citoyen qui est d'être utile pour les autres. L'union est une des voies pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion.

L'économie sociale comprend toute entreprise visant à aider une frange de la population qui souffre. La définition qui est la plus couramment utilisée est la suivante :

L'économie sociale définit l'ensemble des coopératives, mutuelles, associations et fondations partageant des particularités qui les distinguent des entreprises individuelles, des entreprises publiques et des sociétés de capitaux (Flageul, 2010).

En outre, le caractère distinctif de cette économie est le fait qu'elle met en avant les intérêts des personnes avant de réunir des capitaux et sans chercher en priorité la plus-value.

Cette économie n'est pas encore entrée dans les textes juridiques de l'État tchadien, mais comme tout projet novateur, elle rencontre plus ou moins d'obstacles quant à sa reconnaissance officielle. D'ailleurs, elle s'harmonise bien avec les habitudes et les traditions locales. La politique de la décentralisation apparaît aussi comme un catalyseur car elle fait appel au sens de responsabilité et de solidarité des acteurs locaux.

Depuis quelques années dans les pays du Nord, l'ESS, appelée aussi « *Tiers secteur* », a fait preuve d'un grand dynamisme dans le domaine des services où son implantation a été bien accueillie, notamment dans les milieux ruraux. Elle a connu une nouvelle

impulsion en raison des chocs pétroliers, de l'émergence des préoccupations écologiques, des déséquilibres de la mondialisation, de la montée du chômage... De nouvelles formes de solidarité apparaissent (commerce équitable, épargne solidaire, microfinance, entreprise d'insertion, etc.).

Un travail de cadrage s'avère nécessaire afin d'appréhender la diversité et la spécificité de cette ESS, ensuite une réflexion s'impose sur la réalité de son positionnement intermédiaire, censé se situer entre marché et l'État. Il est légitime de se demander si cela est toujours vérifié, même si les nouvelles formes d'entraide, apparues ces dernières décennies, se rattachent incontestablement aux principes fondateurs

Le concept d'*économie solidaire* :

Est né dans les années 1980 dans un contexte marqué par la crise économique et le chômage. Elle repose sur une combinaison des trois économies (marchande, non marchande et non monétaire), à partir de dynamiques des projets (Flageul, 2010).

C'est une économie basée sur l'équité. Elle est venue à point nommé dans un monde où les liens de solidarité se détériorent. De ce fait, elle se rapproche davantage de l'économie sociale mais la nuance réside au niveau de la notion d'insertion : l'insertion par l'activité économique, l'épargne solidaire, le commerce équitable, l'association pour la défense d'un patrimoine, les structures en faveur d'un développement responsable, etc. Il s'agit de soulager de catégories de population dans de nombreuses situations (naissance, baptême, mariage, deuil, etc).

Le *tiers secteur* suppose l'existence des deux autres secteurs : le secteur privé (concurrentiel, dont le but est le plus souvent la rentabilité des investissements par la recherche de profit) et le secteur public (ou étatique, dont l'activité vise à satisfaire l'intérêt général). Ce secteur est caractérisé par le don et le contre-don. C'est le système de réciprocité qui est mis en valeur dans cette pratique : on doit travailler pour la communauté, non par obligation légale, ni pour recevoir un revenu, mais au nom de la

conscience qu'appartenant à une société qu'on lui doit quelque chose puisqu'elle assure la satisfaction de vos besoins.

1.1.2. Un rôle fondamental

L'ESS est l'un des outils de réduction de la pauvreté et de l'exclusion sociale. Les initiatives locales qui prennent appui sur cette économie sociale ont des incidences positives sur la création d'emplois, sur l'insertion et sur les services aux citoyens les plus démunis, délaissés par le secteur privé et non assurés par l'État.

Cependant, si ces projets qui sont ancrés dans l'économie sociale sont indispensables, ils ne peuvent inverser les tendances lourdes quant à la pauvreté et aux inégalités. Par contre, lorsqu'ils se développent en interrelation avec les activités localisées dans d'autres sphères plus performantes, ils peuvent constituer une économie plurielle durable et dynamique. Cet accent, mis sur l'interrelation, soulève le problème de la proximité et de la relation centre-périphérie, les investissements et les activités associés à ces sphères performantes se concentrant dans les principales métropoles.

La proximité relationnelle est déterminée par la connexion à des réseaux, locaux et globaux. À l'échelle locale, ces réseaux prennent la forme de « *systèmes locaux* » (Guillaume, 2005), de « *structures coalisées* » où se règlent localement les conflits (Hula et al. 1997 ; Stone et al., 2001) et où les acteurs "apprennent" à prendre des décisions au profit de la collectivité et développent des compétences collectives. À l'échelle supralocale, ils permettent de mobiliser des ressources exogènes et de les jumeler avec des ressources propres, ce qui enrichit le patrimoine.

La mobilisation de ces ressources endogènes apparaît comme très importante, mais les ressources exogènes le sont tout autant, parfois plus, et l'enjeu se situe dans la capacité des acteurs à les initier, tout en conservant un leadership local. C'est en mettant en valeur les ressources exogènes qu'on s'insère dans les réseaux de niveau supralocal et c'est en les combinant avec les ressources locales qu'on crée, ou qu'on recrée, des liens sociaux forts dans la

communauté. Une telle mobilisation des acteurs et des citoyens procure un sentiment d'identité positif, favorise l'estime de soi et l'engagement dans les projets économiques et sociaux qui ont des incidences sur le niveau et la qualité de vie de la collectivité.

Il est indispensable de revenir sur la contribution du microcrédit à l'émergence de ce secteur. L'ESS, comme en témoigne le succès que les tontines connaissent, est entrée peu à peu dans les habitudes de la population. De nos jours, nous ne pouvons pas évoquer ce phénomène sans faire référence à la microfinance. Au Tchad, cette combinaison constitue la base du social et du solidaire (unir pour emprunter par exemple). Le développement du capitalisme s'est accompagné d'une séparation entre le secteur financier, lié à l'économie, et le secteur social, devenu le domaine de l'État providence. De nos jours, l'exclusion financière est devenue une cause et non seulement une conséquence de l'exclusion. Pourtant, le social et le financier sont, en fait, indissolublement liés. Il faut raisonner en termes de couple travail-capital, car c'est la combinaison des deux qui crée la richesse. Dans l'Afrique contemporaine et surtout dans le pays de Toumai, ceci a non seulement contribué à réduire la pauvreté mais a aussi uni les ethnies, ou les régions. C'est un outil indispensable pour le développement durable et responsable. *« Aujourd'hui, nous constatons que beaucoup de régions sont privées d'aide du gouvernement pour des raisons politiques. D'autres ont le privilège de bénéficier de la solidarité administrative »* déclare un haut cadre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation sous l'anonymat.

L'innovation majeure est de considérer que tout Homme est capable d'entreprendre. C'est un principe fondamental de toute éthique et de toute science de l'Homme mais ce n'est pas un principe universellement appliqué. Plusieurs "couche" de préjugés, d'idées acquises, de passivité ou de conservation doivent être ici combattues, pour simplement le mettre en œuvre.

L'idée de solidarité apparaît. La nouveauté est de prendre en compte la situation des individus cas par cas. Cela revient à dire

que l'ESS considère que les personnes démunies, qui n'ont pas d'apport personnel et de garantie réelle, sont capables de rembourser et qu'il est possible, dans certaines conditions, de réduire le coup opérationnel du microcrédit pour arriver à l'équilibre sinon au profit. Cet équilibre est plus difficile à atteindre dans les pays industriels que dans les pays du Sud en raison du nombre et de la densité plus faibles des clients, de coûts salariaux plus élevés, de la limitation des taux d'intérêt par voie réglementaire, mais aussi par des charges sociales et fiscales qui pèsent lourdement sur la rentabilité des microentreprises et ne peuvent pas être cumulées avec une rémunération élevée des faits.

2. Pauvreté et exclusion sociale

Pauvreté et exclusion correspondent-elles aux mêmes dynamiques ? Parle-t-on de la même chose avec l'un ou l'autre de ces concepts ? Empiriquement, ceux-ci sont intimement liés. La pauvreté traîne toujours avec elle l'idée de l'exclusion. Le pauvre porte toujours un statut spécifique, c'est-à-dire inférieur et dévalorisé. Ce qui traduit très souvent une condition de vie humiliante. Le pauvre est exclu de la société car il n'apporte rien, ou si peu, à la construction d'une cité. Pour le commun des mortels, la pauvreté est perçue de façon négative :

Une sorte de correspondance existe entre son rôle dégradant sur le plan matériel et le mépris – ainsi que la place très basse dans la hiérarchie des valeurs – que lui réserve la société. (Geremek, 1987, p. 13.)

Rappelons justement que, depuis le début de l'année 2015, le Tchad est entré dans une période de récession débouchant sur une augmentation importante du chômage (réductions massive du personnel dans le secteur pétrolier, suppression de certaines institutions étatique comme la primature), on ne cesse de développer le discours d'un Tchad dual (partagé entre riches et pauvres) et de découvrir de nouvelles formes de pauvreté qui font scandales (Djokoloum Manassé, analyste *FM Liberté*). Le phénomène est beaucoup plus complexe, multiforme, et il commence à inquiéter sérieusement les gouvernants et les gouvernés, surtout à l'heure où *Boko Haram* peut frapper au nom

d'Allah.

Tout d'abord, la précarité est une donnée de la vie en société qui s'est traduite par des manifestations nouvelles depuis l'ère industrielle. Elle est due à plusieurs facteurs socio-économiques, politiques et culturels.

Les pauvres sont ceux pour lesquels le niveau de revenu, de consommation ou, au sens le plus large, de richesse est inférieur à un certain seuil. Ce sont là des tentatives de définitions de la pauvreté qui feront difficilement l'unanimité. En effet, la pauvreté elle-même se transforme au fil du temps et à travers l'espace, donnant lieu à des représentations différentes, comme en témoigne le tableau ci-dessous.

L'exclusion renvoie à une marginalisation par rapport à la société, qui se manifeste par des difficultés d'accès à des composantes indispensables à l'existence et à la vie sociale telles que la santé, le logement, l'emploi, l'éducation et la formation. Au Tchad, la création d'un secrétariat en charge de la microfinance et de la lutte contre la pauvreté et les différentes institutions créées en faveur des exclus traduisent l'engagement des acteurs politiques et révèlent la place accordée au couple pauvreté-exclusion et leur association fréquente.

Tableau 1 : historique des politiques de l'ES

Période historique	Contexte extérieur	problématique de la pauvreté	Objectif prioritaire	Politique ou stratégie	Activités
<ul style="list-style-type: none"> • 1919-1943 : Fondation et premières années 	<ul style="list-style-type: none"> • Deux guerres mondiales • Crise 1930 	<ul style="list-style-type: none"> • Repose sur la notion de justice sociale 	<ul style="list-style-type: none"> • Conditions de travail • Élimination des injustices 	<ul style="list-style-type: none"> • Lutte contre le chômage • Protection des travailleurs 	<ul style="list-style-type: none"> • Sécurité sociale et implantation d'institutions
<ul style="list-style-type: none"> • 1944-1947 : Révision des objectifs de l'OIT • Déclaration de Philadelphie 	<ul style="list-style-type: none"> • Reconstruction pacifique • Renforcement de la question sociale 	<ul style="list-style-type: none"> • Obstacle au développement • Danger pour la Prospérité 	<ul style="list-style-type: none"> • Répartition de la recherche • Politiques d'entraide 	<ul style="list-style-type: none"> • Plein emploi Niveau de vie • Productivité Programme sociaux 	<ul style="list-style-type: none"> • Reconstitution sociale et économique de l'après-guerre
<ul style="list-style-type: none"> • 1948-1968 : Adhésion des pays du Sud 	<ul style="list-style-type: none"> • Tiers-monde : indépendance et développement 	<ul style="list-style-type: none"> • Dimension universelle • Besoins sociaux minimum 	<ul style="list-style-type: none"> • Atteindre le niveau de vie minimum pour tous • Répartir les fruits de la croissance 	<ul style="list-style-type: none"> • Modernisation • Emploi • Productivité • Garantie d'un revenu minimal 	<ul style="list-style-type: none"> • Amélioration de la productivité des biens et services visant à relever le niveau et les

Période historique	Contexte extérieur	problématique de la pauvreté	Objectif prioritaire	Politique ou stratégie	Activités
				<ul style="list-style-type: none"> • Sécurité sociale • Institutions sociales 	conditions de vie
<ul style="list-style-type: none"> • 1969-1979 : Programme mondial d'emploi de l'OIT 	<ul style="list-style-type: none"> • Crise pétrolière • Nouvel ordre économique international 	<ul style="list-style-type: none"> • Renouvellement de l'approche du développement • Orientation vers le facteur humain et social 	<ul style="list-style-type: none"> • Emploi 	<ul style="list-style-type: none"> • Promotion de l'emploi • Productivité • Ressources humaines • Institutions sociales 	<ul style="list-style-type: none"> • Programme mondial d'emploi • Programme régionaux
<ul style="list-style-type: none"> • 1976-1979 : Conférence mondiale tripartite sur l'emploi, la répartition 	<ul style="list-style-type: none"> • Fin des Trente Glorieuses • Début de la crise économique 	<ul style="list-style-type: none"> • Satisfaction des besoins essentiels • Consommation privée • Accès aux 	<ul style="list-style-type: none"> • Niveau de vie 	<ul style="list-style-type: none"> • Redistribution des investissements • Redistribution de la terre 	<ul style="list-style-type: none"> • Programme mondial d'emploi • Intensification de la recherche,

Période historique	Contexte extérieur	problématique de la pauvreté	Objectif prioritaire	Politique ou stratégie	Activités
du revenu, le progrès social et la division internationale du travail	mondiale	services essentiels • Emploi rémunéré convenablement • Participation		• Organisation des groupes déshérités • Services publics • Mesure de soutien	• Missions consultatives
• 1980-1995 : Crise du Fordisme • Bouversements structurels, récession et PAS	• Mondialisation • Surendettement • Récession • Aggravation de la pauvreté • Montée de l'exclusion	• Satisfaction des besoins fondamentaux	• Réduction de la pauvreté et du chômage • Protection	• Protection sociale • Législation	• Assistance technique • Emploi • Atténuation des effets des PAS • Création de PME

Source : Gaudier, 1995.

2.1 Un problème récurrent

L'augmentation de la pauvreté a créé un climat de méfiance et de marginalisation dans la société tchadienne.

Le concept d'exclusion revêt plusieurs formes et comporte des degrés d'intensité variable. Il est souvent en étroite relation avec celui de pauvreté, avec le risque d'aboutir à un enchaînement cumulatif. Les personnes démunies sous un regard (stigmatisant) porté par autrui peuvent éprouver un sentiment d'inquiétude et manifester des réactions de découragement.

Pour mesurer le degré de marginalisation de la population, il est important de trouver des indicateurs. L'appauvrissement et l'exclusion des populations périurbaines et rurales constituent la toile de fond de notre préoccupation à apprécier les différentes stratégies mises en place pour réduire l'écart entre les plus riches et les plus pauvres. Plusieurs interventions de sauvetage (famine, inondation, etc.) ont été faites auprès des villageois, mais là encore les critères de choix ne sont pas objectifs à cause des clivages politiques. Passer d'une intervention réactive, qui pallie les urgences, à une intervention proactive du développement et de la prévention sociale constitue un impératif dans le contexte actuel. De plus en plus d'intervenants diagnostiquent que, si le cycle de changement social négatif peut être inversé, c'est bien par une bonne gouvernance jouant sur plusieurs claviers et s'attaquant simultanément à plusieurs problèmes. En ce sens, Claude Julien résume avec justesse le constat initial sous-jacent à ce diagnostic :

Dans les quartiers réputés difficiles, les travailleurs sociaux connaissent d'expérience la parfaite vanité de toute intervention sectorielle, de toute action, si bien intentionnée soit-elle, qui se limiterait à une seule cause de la "fracture sociale". L'efficacité requiert d'agir simultanément sur tous les fronts : scolarisation proprement dite, activités culturelles et de loisirs, conditions de logement et de santé, etc. (Julien, 1995, p. 17.)

Les ressources du pays ne sont pas injectées dans les secteurs

prioritaires afin de soulager la souffrance des exclus.

Il est important de préciser que, malgré l'exploitation du sous-sol (pétrole, ciment) et la nouvelle politique agricole (mis en place des tracteurs), l'accroissement des inégalités est perceptible. Face à ce constat, les partenaires du Tchad se sont engagés pour lutter contre la pauvreté. Ils n'ont pas manqué de montrer l'intérêt de leurs intervention comme des aides (investissements) destinées à éviter le basculement des citoyens dans la grande pauvreté. À cet égard, certains n'ont pas hésité à alerter les autorités sur les risques (recrutement des enfants ou des femmes par ces Boko Haram) des conséquences socio-économiques, culturelles et religieuses. Par ailleurs, dans un contexte de crise économique et d'emploi qui perdure actuellement au Tchad, l'ONAPE, la fonction publique ou le patronat doivent être attentifs au suivi de certains dossiers de populations fragiles (jeunes et adultes isolés sans qualifications professionnelles, par exemple).

L'engagement national des gouvernements doit se traduire dans les faits : création d'écoles, promotion des microcrédits dans le milieu rural, création d'emplois, etc. Un exemple encourageant du gouvernement est la mise en œuvre d'une stratégie nationale de lutte contre la pauvreté depuis 2005

Le Tchad est un État où le chemin déjà engagé en matière de solidarité est tangible au regard de l'unité, de la paix, des promotions de microcrédits, des femmes et des jeunes.

2.2. Des formes multiples

Rappelons que l'exclusion est une donnée de la précarité qui renvoie à une mise en quarantaine d'une personne ou d'un objet qui ne correspond pas au modèle dominant, à la suite d'un processus plus ou moins brutal, de rupture des liens sociaux (Flageul, 2012). Cela se manifeste à différents niveaux :

- *L'emploi* : selon l'ONAPE, le nombre de demandeurs d'emploi ne cesse d'augmenter surtout dans les deux dernières années avec la crise financière (baisse du prix de

- baril) qui frappe le Tchad ;
- Le *logement* : la proportion des ménages qui consacrent plus de 10 % de l'ensemble de leurs revenus aux dépenses relatives à leur habitation principale ;
 - *L'éducation et la formation* : le taux des sortants du système scolaire sans diplôme reste préoccupant ;
 - La *santé* : le taux de renoncement aux soins, pour des raisons financières au cours des douze derniers mois est préoccupant.

Conclusion-discussion

La précarité est source de détresse psychologique et de perte de confiance en soi, surtout lorsqu'elle affecte les conditions de vie et l'accès aux droits fondamentaux. Pierre Bourdieu fait la différence entre la « *misère de position* », qui fait référence aux souffrances quotidiennes éprouvées par les individus au sein de leur espace de référence social, et la « *misère de condition* », correspondant à des situations beaucoup plus graves (Bourdieu, 1993). La crainte de l'exclusion suscite un sentiment d'insécurité et des réactions d'angoisse chez ceux, nombreux dans toutes les couches de la société, qui se sentent menacés en raison de la fragilité de leur situation personnelles.

Lors de nos entretiens, nous avons constaté chez les enquêtés un sentiment d'inquiétude, un manque de motivation, une perte d'espoir dans les possibilités d'insertion professionnelle et d'intégration. On peut constater que cette situation réduit considérablement l'autonomie, induit une dépendance accrue à l'égard des structures d'aide, pouvant s'accompagner d'exigences plus grandes, voire de manifestations d'agressivité, à l'égard des professionnels et des services sociaux. Nous avons également identifié une frange plus fragile. Il s'agit des personnes disposant de ressources insuffisantes pour mener une vie décente, celles en souffrance psychique, les plus marginalisés, les jeunes en chômage, les migrants en difficulté.

L'inscription de cette précarité dans la durée peut la faire évoluer

en un véritable statut suscitant la réprobation et la stigmatisation par autrui, le risque de désignation en tant que « cas sociaux » ou « inadaptés » étant alors très présent. Il peut en résulter une perte de crédibilité des institutions chargées de mettre en œuvre la solidarité collective et, éventuellement, des réactions de non-recours à leurs services, de repli et de rejet considérées comme hostiles.

Si les deux concepts peuvent être distingués, il apparaît, au terme que la pauvreté et l'exclusion sont souvent associées et se renforcent mutuellement dans un processus d'enchaînement et d'interactions aboutissant à un cumul des handicaps et à une réelle souffrance de la part de ceux qui en sont les victimes. L'accès à l'emploi n'est pas suffisant pour en réduire le nombre, les formes d'instabilité rencontrées contribuant au contraire à multiplier les situations de précarité.

Pauvreté et exclusion sont encore renforcées par les disparités de patrimoine beaucoup plus accentuées que celles de revenus. Les autres sources d'inégalité ne doivent pas non plus être oubliées.

En dépit des efforts entrepris dans le sens de la parité avec la 4^{ème} République, la position des femmes reste encore moins favorable que celle des hommes, leur participation croissante au marché du travail rendant plus difficile la conciliation entre vie professionnelle et vie familiale. Les inégalités affectent aussi particulièrement les immigrés et les tchadiens d'origine étrangère dans leurs conditions de travail et d'existence, donnant lieu à des formes de ségrégation spatiale et scolaire.

Références Bibliographiques

BOUDON Raymond *et al.*, 2001, *Dictionnaire de la sociologie*, Paris, Larousse, 58 p.

COLLETTE Christine et PIGÉ Benoit, 2008, *Économie sociale et solidaire*, Paris, Dunod, 95 p.

DEMOUSTIER Dominique, 2004, (sous la dir. de), *Économie sociale*

et développement local, Paris, L'Harmattan, 156 p.

FLAGEUL Noel (sous la dir de), 2010, « Projet social et initiative solidaire » in *Autour d'Alain Caillé et des travaux du Mauss*, Intercommunications, Bruxelles, 73 p.

FONTAN Jean-Marc, KLEIN Juan-Luis et TREMBLAY Diane-Gabrielle, 2005, *Innovation territoriale et reconversion économique*, Paris, L'Harmattan, 106 p.

GAUDIER Maryse, 1995, *Évolution de l'approche de la pauvreté par l'Organisation internationale du travail*, Programme des institutions du travail et du développement économique, Institut international d'études sociales, DP/85/1995, document disponible sur le site de l'Institut, 5 p.

GEREMEK Bronislaw, 1987, *La Potence ou la pitié. L'Europe et les pauvres du Moyen Âge à nos jours*, trad. fr., Paris, Gallimard, 1^{re} éd. en polonais : 1978, 98 p.

JULIEN Claude, 1995, « Brève radiographie d'une fracture sociale », *Le Monde diplomatique*, juin, pp : 16-17.

MONTESQUIEU Charles-Louis de Secondat, 1868, *De l'esprit des lois*, chapitre XXIX, Paris, Garnier, 405 p.

MOULAERT, F., et NUSSBAUMER, J., 2008, *Logique sociale du développement territorial*, PUQ, 207 p.

TOCQUEVILLE Alexis, 1983, « Mémoire sur le paupérisme ½ », *Commentaire*, n° 23, 3^e trimestre, pp : 630-636 (1^{re} éd. : 1835), 157 p.